

## À propos de deux ouvrages récents de Gérard Noiriel

*Chapô : Sans en faire à proprement parler un compte-rendu, Gérard Mauger se propose d'indiquer ici en quoi ces deux livres « engagés » de Gérard Noiriel contribuent à éclairer les prises de positions politiques sur un sujet très controversé<sup>1</sup>. On peut y lire, en effet, une étude des discours contemporains sur l'identité nationale et une analyse des formes prises par les luttes contre les discriminations.*

G. Noiriel, *Racisme : la responsabilité des élites*, Paris, Textuel, 2007 (noté R dans le compte-rendu).

G. Noiriel, *À quoi sert « l'identité nationale » ?*, Marseille, Agone, 2007 (noté IN dans le compte-rendu).

### Question nationale / question sociale

La construction de « l'identité nationale » est parallèle à celle de « la classe ouvrière ». Au cours des années 1880, « la classe ouvrière » apparaît comme un nouvel acteur collectif. Selon Gérard Noiriel, « la politisation de l'identité nationale » apparaît comme « la réponse que la droite a trouvée pour répondre à la politisation de la classe ouvrière impulsée par les partis socialistes » (IN, p. 30). La revendication de l'identité nationale peut, en effet, trouver une audience de masse (toutes classes sociales confondues) fondée à la fois sur l'appartenance à une « communauté » définie par une langue partagée<sup>2</sup>, une histoire nationale<sup>3</sup>, une mémoire collective, une culture nationale (hymnes, drapeaux, fêtes nationales, etc.)<sup>4</sup> et sur « la citoyenneté » d'un même État<sup>5</sup> (« en vertu du principe de citoyenneté républicain, tous les Français adultes et de sexe masculin ont [...] le droit de vote et sont susceptibles d'être mobilisés pour faire la guerre », IN, p. 21). La « fierté nationale » repose sur l'exaltation de ce « Nous français ». À la vision de Barrès (qui revendique la tradition catholique, les « racines » paysannes, « la terre et les morts »<sup>6</sup> et qui est hostile à « l'étranger qui n'aime pas la France ») s'oppose celle de Jaurès (qui subordonne la question nationale à la question sociale et revendique des idéaux laïques et internationalistes). Selon Gérard Noiriel, « le Front populaire marque le paroxysme de l'affrontement entre classe et nation » (IN, p. 44) : la dimension raciale de la défense de l'identité nationale s'exprime alors dans la dénonciation du « complot judéo-bolchevique ». Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les discours antisémites, racistes, xénophobes semblent définitivement discrédités. Pourtant, l'après Mai 68 remet au goût du jour les questions identitaires<sup>7</sup> : « on constate un puissant mouvement de réhabilitation des identités collectives dominées. Les militants qui luttent pour la libération

<sup>1</sup> Voir aussi Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard, 2007.

<sup>2</sup> Gérard Noiriel rappelle, à cet égard, le rôle joué par l'école de Jules Ferry et *Le Tour de la France par deux enfants*

<sup>3</sup> De la « patrie de l'universel » de Michelet à la mise en avant du principe généalogique par Renan (*Qu'est-ce qu'une nation ?*).

<sup>4</sup> S'il est vrai qu'en France la Troisième République a fabriqué la communauté nationale » (IN, p. 26), « rien de plus international que la formation des identités nationales », rappelle Anne-Marie Thiesse. Sur l'invention et le travail de construction des identités nationales, voir Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2001.

<sup>5</sup> Les pays d'émigration font prévaloir le *jus sanguinis*, les pays d'immigration le *jus soli*.

<sup>6</sup> Dans cette perspective, « pour représenter la France, il ne suffit pas d'être juridiquement français, il faut être de souche française et avoir des ancêtres français » (IN, p. 30).

de la Corse, de la Bretagne, de l'Occitanie, etc., se présentent comme les porte parole de "nations opprimées" qui ont été victimes du colonialisme français [...] et qui revendiquent que leur "identité nationale" soit reconnue officiellement » (IN, p. 54). De sorte que, reprenant à leur compte la démarche qui fut celle des bâtisseurs d'identités nationales au XIX<sup>e</sup> siècle, « ce sont les régionalistes et les militants de l'ethnicité qui ont imposé [la notion d'identité nationale] en se mobilisant pour que les cultures dominées soient reconnues comme de véritables "identités nationales" » (IN, p. 13). Ainsi se fait jour « l'hypertrophie des enjeux de mémoire » (R, p. 63) et se met en place « la mise en concurrence des bonnes causes » (p. 63). Toutefois, précise Gérard Noiriel, « au cours des années 1960-1970, toutes ces causes sont vues comme complémentaires et sont reliées au combat que mène le mouvement ouvrier au nom de la lutte des classes » (IN, p. 55).

Au tournant des années 1970-1980, on assiste à un double renversement. D'une part, alors qu'« avant les années 1980, le discours classique de la gauche était fondé sur le clivage patrons/ouvriers et celui de la droite sur le clivage français/étrangers » (R, p. 60), en 1981-1983, « la gauche » abandonne le langage de classe pour adopter un langage ethnique : aux « travailleurs immigrés »<sup>8</sup> se substituent désormais « les beurs » ou « la deuxième génération ». D'autre part, le racisme imputé aux classes dominantes, de l'Affaire Dreyfus (le racisme était alors synonyme d'antisémitisme) jusqu'à la fin des années 1960, l'est désormais aux classes populaires<sup>9</sup> (et ce « racisme populaire » est devenu synonyme de racisme anti-arabe)<sup>10</sup>. Parallèlement s'élabore un nouveau discours de droite (du GRECE et du Club de l'Horloge au Front National dénonçant « le racisme anti-français » et à l'UMP de Nicolas Sarkozy affirmant sa « fierté d'être Français ») sur « la crise de l'identité nationale ». Il mobilise « la logique du fait divers » : « des événements vrais, mais exceptionnels, et qui concernent une infime partie d'une communauté, sont présentés comme représentatifs et surtout comme des signes avant-coureurs de la terrible menace qui pèse sur nous », écrit Gérard Noiriel (R, p. 81-82). Ainsi la mise en scène de « l'affaire Kelkhal » permettra d'assimiler « jeunes des cités » et « terrorisme islamique », celle du « voile islamique » d'associer « jeunes des cités » et « intégrisme musulman », celle des « violences urbaines » d'assimiler « jeunes des cités » et délinquance, celle des « sans papiers » d'agiter la menace d'une invasion de « clandestins »<sup>11</sup>, alimentant régulièrement la construction de « stéréotypes humiliants » (R, p. 62), la thématique de la « montée du péril communautaire » et celle de « l'impossible intégration des immigrés maghrébins ». Cette prétendue menace pesant sur l'identité nationale est sans doute au principe de l'invention par le candidat Sarkozy d'un « ministère de l'Immigration et de l'identité nationale » (le 8 mars 2007) et de sa captation du vote Front National.

### Question raciale/question sociale

Comment lutter aujourd'hui contre le racisme et les discriminations (sur le marché du travail, sur le marché du logement, etc.) ? Gérard Noiriel distingue trois modalités de ce combat : la

<sup>7</sup> À la faveur du reflux des luttes ouvrières qui s'amorce et du déclin de la référence marxiste, ce *revival* identitaire s'ancre dans la délimitation de clivages « perpendiculaires » aux clivages de classes : hommes/femmes, jeunes/vieux, régions/nation, Français/immigrés, homosexuels/hétérosexuels, etc.

<sup>8</sup> Ceux du mot d'ordre de toutes les manifestations des années 1960-1970 : « Travailleurs français, immigrés, tous unis ! ».

<sup>9</sup> Il faudrait montrer comment à la vision enchantée des classes populaires s'est alors substituée chez bon nombre d'intellectuels la figure du « beauf ».

<sup>10</sup> Sur ce sujet, voir Annie Collovald, *Le populisme du FN : un dangereux contresens*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2005.

<sup>11</sup> À cet égard, Gérard Noiriel rappelle que le solde migratoire en France ne dépasse pas 65 000 personnes par an, soit 20% de la croissance démographique totale du pays, contre 150% en Allemagne (IN, p. 75).

lutte contre les discriminations raciales, les stratégies de retournement du stigmaté et celles qui visent à le rendre invisible.

Dans la mesure où la lutte contre les discriminations raciales suppose d'« élaborer de nouvelles statistiques fondées sur l'origine des personnes ou la couleur de peau » (R, p. 33)<sup>12</sup>, « combattre politiquement les “discriminations raciales” suppose d'entériner les critères qui définissent publiquement “la race” » (R, p. 33) et, ce faisant, de valider la pertinence de la « variable raciale »<sup>13</sup> et de consolider cette catégorie de classement promue au rang de « catégorie d'État »<sup>14</sup>.

La stratégie de retournement du stigmaté (« *Black is beautiful* ») repose sur la revendication de « l'ethnicité ». Outre que le contenu de cette « ethnicité » revendiquée est pour le moins problématique (hors référence religieuse), il semble que ce combat initié par les post-soixante-huitards et relayé aujourd'hui en particulier par le Mouvement des Indigènes de la République<sup>15</sup> ait trouvé un plus large écho dans le champ intellectuel et médiatique<sup>16</sup>, qu'auprès de « jeunes des cités » plus sensibles à « la culture jeune » et à ses modèles et références sportives et musicales. Par ailleurs, comme le note Gérard Noiriel, « si l'on choisit de rendre visible le critère racial, on laisse de côté d'autres critères, donc d'autres représentations possibles du monde social » (R, p. 76) et on contribue ainsi à une « *class blindness* » sans doute plus évidente qu'une « *color blindness* » supposée. Enfin, en mettant en avant « la question raciale » par rapport à « la question sociale », on ne peut que renforcer la division entre classes populaires françaises et immigrées : « en durcissant un conflit imaginaire entre un “nous français” et un “eux immigrés” », « le discours sur la fracture coloniale me paraît catastrophique », écrit Gérard Noiriel (R, p. 107). Outre que la mondialisation met en concurrence « les classes ouvrières nationales »<sup>17</sup>, l'identité nationale reste, en un temps où « les formes antérieures de représentation des classes populaires dans l'espace public se sont effondrées » (IN, p. 63), « une des rares ressources légitimes que peuvent mobiliser pour se valoriser » (R, p. 19) les plus démunis : « ceux qui sont dans une

<sup>12</sup> Les partisans des « statistiques ethniques » font de la mesure des discriminations la condition de leur abolition : c'est sans doute trop prêter aux vertus de la connaissance statistique... A-t-on jamais vu que la connaissance attestée depuis longtemps des inégalités de toutes sortes ait contribué à les supprimer ?...

<sup>13</sup> Sauf à sombrer dans les théories racistes, la « variable raciale » renvoie soit au racisme dont sont victimes les « minorités visibles », soit à une « culture ethnique » supposée (il faut alors l'explicitier et rendre compte de sa transmission, etc.). Quoi qu'il en soit, la « variable raciale » ne saurait rendre compte ni de l'échec scolaire, ni de la délinquance, etc., qui ne sont évidemment pas étrangers aux discriminations dont sont victimes les enfants d'immigrés.

<sup>14</sup>. « Les catégories administratives contribuent aujourd'hui à modeler l'identité des gens », note Gérard Noiriel (R, p. 74).

<sup>15</sup> Fondé à l'initiative de plusieurs mouvements de lutte contre les discriminations et de réseaux « anti-Françafrique » – notamment du Groupe de recherches activistes sur l'Afrique (dénonçant notamment les contrôles au faciès), du Collectif des musulmans de France (composé d'associations proches de Tariq Ramadan) et du Mouvement autonome de l'immigration du Nord (animé par Saïd Bouamama, l'un des rédacteurs de l'Appel) – le Mouvement des Indigènes de la République a rendu public, le 17 janvier 2005, un « Appel pour les assises de l'anticolonialisme post-colonial » et organisé le 8 mai (jour anniversaire du soulèvement algérien de Sétif) une marche dénonçant l'oubli des massacres coloniaux français et les discriminations subies par les « populations issues de l'immigration » (sur ce sujet, cf. Romain Bertrand, *Mémoires d'empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Broissieux, Éditions du Croquant, 2006).

<sup>16</sup> À cet égard, Gérard Noiriel propose une hypothèse intéressante : « La petite élite issue de l'immigration qui anime le militantisme post-colonial reproduit des réflexes classiques chez les intellectuels de première génération [...] [Ils privilégient] ce qu'ils ont encore en commun avec leurs proches (l'origine ethnique) en occultant ce qui les sépare (la position sociale) » (R, p. 107). D'où leur propension, en mobilisant à leur profit « l'effet d'oracle », à se comporter en porte parole « naturels » d'une « communauté » traversée par de multiples contradictions.

<sup>17</sup> L'internationalisme est une vertu d'autant plus accessible aux élites nationales mondialisées qu'elle permet de cumuler les profits symboliques d'une « bonne cause » et les profits économiques des délocalisations : « Prolétaire de tous les pays affrontez-vous ! »...

*situation matérielle extrêmement difficile, en situation de déclassement ou sans emploi, ne supportent pas qu'on plaigne les "étrangers" sans s'intéresser à leur propre sort. Ils ne peuvent pas accepter qu'on mette sur le compte du "racisme" des problèmes dont ils souffrent eux aussi, alors qu'ils sont "Français de souche" », écrit Gérard Noiriel, (R, p. 77).* Restent enfin les stratégies qui visent à rendre le stigmat invisible et à faire des immigrés et de leurs descendants « des Français comme les autres » : cette perspective est souvent condamnée aujourd'hui au nom d'un « assimilationisme républicain » ou d'un « impérialisme de l'universel ».

En définitive, le label aujourd'hui oublié de « travailleurs immigrés » permettait à la fois d'inclure les immigrés dans un « nous ouvrier » sans avoir à renier leurs origines et sans nier des difficultés partagées et parfois redoublées par les discriminations. Il est grand temps de le remettre au goût du jour : avant qu'il soit trop tard...

Gérard Mauger